

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE OUVRIÈRE

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)
Section Française de la IV^e Internationale

VENDREDI

4 NOVEMBRE 1938

3^e Année — Numéro 97

Le Numéro : 0 fr. 50

RÉDACTION - ADMINISTRATION

15, passage Dubail
 54, boul. Magenta, Paris (10^e)

ABONNEMENTS :

• France et colonies : 1 an, 30 fr.,
 6 mois, 16 fr.; 3 mois, 8 fr.
 Etranger : 1 an, 40 fr.; 6 mois,
 20 fr.; 3 mois, 10 fr.
 Compte chèque postal : Rousset
 2247-23 Paris.

L'incendie de Marseille

DANS l'effroyable incendie de Marseille, qui fit 100 victimes, se révèle bien toute l'incurie du capitalisme, sauf pour lui-même.

Comme un symbole, on lit ceci dans un journal du 2 novembre :

« Le coffre-fort des Nouvelles Galeries, contenant 650.000 frs, et pesant 2.000 kilos, est intact. Il est resté suspendu dans le vide à la hauteur du deuxième étage. Pour l'atteindre, il faudra construire un échafaudage ».

Pour le coffre-fort, on trouvera les échafaudages qu'on n'a pas trouvés pour les êtres humains !

Et puis, quelle leçon pour les canailles qui palabrent sur la protection contre les incendies en cas de guerre !

L'incendie de Marseille — comme tous ceux que les écrans nous font voir à Shanghai, à Canton, à Barcelone — c'est l'image de ce que nous promettent les Daladiers, les Chamberlain, les Hitler, les Mussolini et les Roosevelt, — avec les milliards qu'ils nous soutirent !

Après la catastrophe des Nouvelles Galeries

Silence au Patronat !

Un effroyable incendie vient de coûter la vie à une centaine de travailleurs de notre ville. La criminelle incurie de la Direction des Nouvelles Galeries est la principale cause de ce désastre sans précédent. Aussi pour sauver la face et défendre les patrons dont la responsabilité est écrasante, dans ce drame, la presse réactionnaire et fasciste de Marseille (« Petit Marseillais », « Marseille-Matin » et « Soleil », etc...) dans un immonde concert, essaie de dériver exclusivement la légitime colère des travailleurs sur la municipalité socialiste de Marseille. Il ne s'agit pas pour nous de défendre celle-ci, car nous devons reconnaître l'insuffisance manifeste des moyens dont elle dispose dans la lutte contre le feu, alors que des sommes énormes sont gaspillées pour assurer les succès électoraux de certains de ses élus. Mais cela regarde la classe ouvrière qui, seule, a qualité pour juger si ceux qui se réclament d'elle à l'Hôtel de Ville ont faibli à leurs obligations.

Voilà pourquoi nous ne permettrons pas au gangster Sabiani et à ses maquereaux, au ploutocrate Fernand Buisson, ainsi qu'à toute sa valetaille (Les Vincent Delpuech, les Bontoux, etc...) à l'affairiste Bourrageas et sa clique du Quai du Canal, nous ne permettrons pas à ces ennemis déclarés de la classe ouvrière de s'ériger en arbitre dans le drame affreux qui vient d'atteindre les travailleurs de notre

Unissons-nous contre les Décrets-Lois !

Dénonçons les milliards pour la guerre !

Cité !

Fermons la gueule à nos chiens fascistes. En face de l'exploitation de grande envergure que font de ce tragique événement tous les ennemis de la classe ouvrière depuis les radicaux jusqu'aux gens de l'Action Française, les travailleurs doivent exiger :

1) La présence partout des délégués à la sécurité ;

2) L'indemnisation des familles des décédés sous le contrôle des organisations syndicales.

3) Le paiement continu des salaires par la Société.

Pour une manifestation monstre au quai du Canal, sous les fenêtres du provocateur Bourrageas et pour montrer à celui-ci que la classe ouvrière ne se laisse pas insulter impunément.

Rayon de Marseille du P.O.I.

Le pain est à 3 fr. 05...

Le gouvernement établit des impôts nouveaux, la baisse des salaires, l'allongement de la semaine de travail, étend le chômage.

Tout cela, pour payer les frais de la prochaine guerre impérialiste, pour développer un monstrueux projet de réarmement, à un rythme de plus en plus vertigineux.

Le Journal officiel du 29 octobre publie le rapport de la Caisse autonome de la Défense nationale, de janvier à

juin. Total des dépenses : 18 milliards 269.418.254 francs. Cela, pour le budget extraordinaire de guerre que constitue cette Caisse.

Ajoutez le budget ordinaire consacré à la guerre. Ajoutez les dépenses extraordinaires de la mobilisation : 8 à 10 milliards. Au total, plus de 50 milliards, un quart du revenu national !

Et ce n'est qu'un début !

**

Et qui paye, en définitive ? C'est le peuple. Ce sont les travailleurs, les exploités, à qui l'on fait croire : 1^o que ces armements sont nécessaires « pour se défendre contre Hitler », et 2^o que ce programme d'armement contribue à « diminuer la crise » en favorisant la production industrielle.

Deux grossiers mensonges ! En réalité, le programme de réarmement sert 1^o à préparer la défense des intérêts capitalistes français contre le capitalisme allemand, ou d'instrument de chantage pour un accord contre le prolétariat entre ces deux capitalistes ; 2^o à précipiter la crise, car toute cette production n'est pas rentable, et accroît terriblement la surproduction chronique du régime aux dépens de la capacité de consommation ouvrière.

Il cache ce fait réel : derrière la politique de réarmement, la bourgeoisie française organise les progrès du fascisme, c'est-à-dire pour commencer la destruction de la semaine de 40 heures, le sabotage du droit syndical, la répression contre les ouvriers immigrés, la ruine des libertés démocratiques. Soit-disant pour lutter contre le fascisme d'Hitler, la bourgeoisie française veut instaurer le fascisme (ou son succédané) sur son propre territoire.

Programme de réarmement, abaissement du niveau de vie ouvrier, répression anti-prolétarienne, tout cela va ensemble !

Daladier ouvre la voie, comme en 1934, à un nouveau 6 Février, mais bien plus redoutable, car derrière le voile pudique du Front populaire, avec les radicaux, l'organisation fasciste-patronale s'est renforcée, étendue, aguerrie, armée.

C'est contre ce plan que les masses travailleuses doivent être dressées et unies.

Contre le plan bourgeois de réarmement, qui s'exécute à toute allure, nous proposons les mots d'ordres suivants :

Qu'on prenne l'argent nécessaire aux paysans, aux ouvriers, aux chômeurs, aux vieux, aux fonctionnaires, sur les

OCTOBRE 1917 !

C'est le 7 novembre 1917 que les ouvriers et paysans de Russie instaurèrent le régime des Soviets, renversant le pouvoir bourgeois, et commençant l'expropriation du capitalisme d'abord à la campagne.

Lénine, Trotsky, Zinoviev, Sverdlov, Kamenev, Boukharine étaient à la tête du Parti bolchevik, avec une pléiade de militants.

Au XXI^e anniversaire de la Révolution d'octobre 1917, tous ces hommes sont morts, sauf Trotsky, qui en continue la glorieuse tradition.

Le 11 novembre, le Parti Ouvrier Internationaliste commémorera la grande Révolution Russe.

Il vous appelle à venir à un

GRAND MEETING

Pour exalter l'œuvre de Lénine,
Pour célébrer la mémoire de Zinoviev, Boukharine, Kamenev, Krestinsky, Piatakov, et des dizaines d'autres assassinés par la contre-révolution stalinienne,
Pour connaître l'œuvre de Léon Trotsky,

VENDREDI 11 NOVEMBRE

à 15 heures

PALAIS DE LA MUTUALITÉ, Salle E, rue Saint-Victor

ORATEURS :

NAVILLE

(P.O.I.)

ROUSSET

(P.O.I.)

CLART

(P.O.I.)

STÈVE

(J.S.R.)

G. ROSENTHAL

(S.I.S.L.)

André BRETON
VISITE A LÉON TROTSKY

milliards du budget des marchands de canons !

Toutes les dépenses sociales aux dépens du budget de guerre !

Ces mots d'ordre sont étroitement liés à celui du retour aux 40 heures, et au contrôle ouvrier.

**

— Alors, nous demande un camarade pacifiste — et il y en a forcément beaucoup après l'accord impérialiste de Munich — vous n'êtes pas pour le désarmement ?

— Mais, de quel désarmement nous parlez-vous ? De celui qui était naguère prôné par Roosevelt, Herriot et Litvinov ? Il est vrai, ces malins mettaient en avant une formule célèbre : « Le désarmement général simultané et contrôlé ». Quel pieux désir ! Cette formule servit en réalité les dessins du bloc anglo-français, particulièrement en endormant la vigilance ouvrière. On ne peut que regretter (si non s'étonner) de la retrouver sur les panneaux électoraux du candidat du PSOP dans le 9^{me} arrondissement...

— Pardon, pardon ! reprend mon pacifiste. Il n'est pas question de reprendre ce mot d'ordre bourgeois tel quel. Bien sûr, les maîtres impérialistes ne désarmeront pas d'eux-mêmes. Cependant, ne faut-il pas capter, utiliser, redresser le courant diffus qui, dans les masses, proteste déjà sourdement contre les milliards du réarmement ?

— Cependant, cher camarade, j'ai lu dans le journal du PSOP qu'il fallait exiger d'eux (les capitalistes) qu'ils commencent le désarmement... Qu'ils commencent ! Je lis sous la plume d'un franc-maçon notoire...

— Voyons, pas de calomnies...

— Attends, attends... nous verrons cela une autre fois !... Qu'il s'agit maintenant « de définir en commun la perspective d'une Europe désarmée ». Qu'est-ce que cela signifie ? Ou bien c'est du simple verbiage, ou bien cela veut dire que les capitalistes eux-mêmes sont capables — moyennant une pression de notre part, — de nous ouvrir la « perspective d'une Europe désarmée »...

— Quelle illusion !

— Justement. Relis le programme contre la guerre, élaboré par la IV^{me} Internationale dès 1935. Il dit ceci, sur le sujet qui nous occupe :

« Le désarmement n'est pas une ressource contre la guerre, car, comme nous le voyons par l'expérience de l'Allemagne, un désarmement épisodique n'est qu'une étape sur la voie d'un nouveau réarmement ; la possibilité d'un nouveau réarmement, très prompts d'ailleurs, est incluse dans la technique industrielle contemporaine. Le désarmement « général », même s'il était réalisable, signifierait seulement le renforcement de la prépondérance militaire des pays industriels les plus puissantes... »

Voilà pourquoi nous rejetons cette formule de « désarmement général contrôlé et simultané ». Et nous la remplaçons par un mot d'ordre beaucoup plus réaliste, et beaucoup plus près des préoccupations de toutes les classes exploitées : maintien des 40 heures, augmentation des traitements, retraites, allocations, aux frais du budget de guerre ! Voilà qui est près du cœur des masses, et qui ne les égare pas. C'est une perspective transitoire, qui rentre dans le cadre de tous les efforts du prolétariat pour modifier la répartition du revenu national à son profit.

Et puis, complétons par un très court extrait de notre programme international :

« Désarmement ? Mais toute la question est de savoir qui désarmera et qui sera désarmé. Le seul désarmement qui puisse prévenir ou arrêter la guerre, c'est le désarmement de la bourgeoisie par les ouvriers. Mais, pour désarmer la bourgeoisie, il faut que les ouvriers eux-mêmes soient armés. »

Voilà notre politique.

VILAIN.

A BAS Daladier - Herriot - Raynaud

Le discours de Daladier constitue le programme de l'offensive réactionnaire depuis Munich. Pour d'autant mieux organiser la riposte, il faut saisir le sens des principaux passages où est formulé l'orientation de l'attaque anti-ouvrière.

Le manteau de la Paix

Tout d'abord Daladier se couvre du manteau de la « Paix de Munich » ; c'est indispensable. Il doit apparaître comme le grand pacificateur pour mener l'attaque contre le « bellicisme » stalinien. En réalité ce « pacificateur » est l'homme de la Défense Nationale, l'homme de la mobilisation, le protecteur des cagoulauds. Il s'appête à écraser le peuple travailleur de France, sous le poids des milliards d'armements. Voilà sa « paix » : c'est la préparation du carnage avec des moyens décuplés depuis Munich.

C'est cette « paix » que les pacifistes à la Belin, la main dans la main avec Roche de la « République », et Daladier Donnet, magnifient. On peut dire de ces pacifistes qu'ils chantent les louanges d'une formule de préparation à la guerre, la plus hypocrite, dans laquelle ils cherchent à entraîner les masses.

Ce qui donne le sens de la manœuvre, c'est le signe sous lequel elle se place, de l'« anti-communisme ».

La lutte contre le communisme

Daladier, après s'être campé en pacificateur, passe à l'attaque contre le « Communisme », contre le parti stalinien qui l'a porté au pouvoir ; il l'accuse « d'avoir voulu précipiter la guerre ».

A la Chambre, Daladier rendait hommage aux partisans « de la fermeté » en l'espèce les mêmes staliens et Kérillis, pour lui avoir facilité la mobilisation et une attitude de force qui, selon lui, lui aurait permis « la Paix de Munich ».

Le sens de « l'anti-communisme »

Il est indispensable de dégager le vrai sur cet « anticommunisme ».

Sens « diplomatique » ? Sans doute. L'attaque contre le parti de Moscou, coïncide avec le relâchement des liens avec Moscou, exigé par Hitler-Chamberlain. Mais cette raison n'est pas l'essentiel, car le bloc franco-anglais, ainsi que l'atteste le discours de John Simon, se réserve l'utilisation éventuelle de Moscou, comme élément de manœuvre et de chantage.

L'essentiel c'est que le contenu de « l'anticommunisme » est celui de l'attaque de la réaction et de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Le Parti « communiste » et la C.G.T., ont rassemblé des dizaines de milliers d'ouvriers, lesquels restent attachés aux conquêtes qu'ils ont arraché en juin 36, par l'action directe. Or, actuellement, la bourgeoisie ne peut non seulement plus lâcher quelques miettes comme en juin 36, mais elle est même obligée d'exiger des concessions du peuple travailleur. Dans cette voie elle doit lutter pour l'écrasement du peuple travailleur, attaché aux conquêtes (40 heures, délégués, etc...).

La grande Pénitence : la voie des sacrifices.

Daladier, pose la question du revenu national : « Savez-vous quel serait le montant des dépenses du budget ordinaire de 1939 ? 64 milliards. Celui du budget extraordinaire ? 30 milliards. Ajoutez à ces chiffres les dépenses de la Caisse Autonome d'amortissement, et vous obtenez un total de 102 milliards de charges financières. 102 milliards en 1939. En face de ces charges, sur quelles recettes pouvons-nous compter ? Sur 66 milliards environ... 102 milliards de dépenses. Et ce la pour un revenu national de 220 mil-

liards. »

Daladier ajoute : « En France... la production nationale dans la même période, a diminué de 25 %... »

Conclusion de Daladier : « Ces milliards, il faut les trouver dans la poche des travailleurs, des classes moyennes, des ouvriers. Cette production, il faut l'accroître avec la sueur et le sang des travailleurs. »

Par suite, proposition d'impôts nouveaux, proposition de compression des dépenses au détriment des travailleurs de l'Etat, proposition de dévaluation et inflation.

Par suite, nécessité de torpiller les 40 heures et de réaliser le vœu du grand capital : « Travailler plus, gagner moins ». Telle est la politique de Daladier. Caillaux, au nom de la Banque Lazard, déclare : « Je suis d'accord. C'est la grande pénitence ».

Cette politique de la grande pénitence, Daladier est disposé à l'imposer avec sa garde mobile et l'appui de la police auxiliaire de MM. Larocque et Doriot. M. La Rocque approuve bruyamment dans le *Petit Journal*. « C'est une politique, dit-il ». Ainsi Daladier est poussé dans la voie du coup de force. On dira : Mais dans son propre parti, il trouvera en la personne d'Herriot, un opposant de marque. Tel est l'argument de « L'Humanité ». C'est une misérable tromperie : Herriot a bloqué avec l'unanimité sur la nécessité de la grande pénitence. Mais il diffère simplement de Daladier en ce sens que le candidat à la Présidence de la République guigne les voix communistes et affirme par suite verbalement un certain attachement au pacté franco-soviétique. Ainsi donc les chefs stalinistes en affirmant « leur fidélité au Front populaire », quand même, c'est-à-dire leur fidélité à un

Après Munich, il est un fait devenu évident à tous : la politique de la SDN a fait faillite. Ceux-là même qui, comme Herriot, avaient contribué à construire l'édifice de Genève, sont contraints d'en faire l'aveu. Avec elle, s'est effondrée la boutique de Versailles dont elle n'était que le rempart juridique et aussi tout le système d'alliances qui devait constituer la garantie militaire du statu quo.

L'URSS, qui avait cru, au prix de trahisons répétées, pouvoir s'intégrer à l'un des blocs impérialistes, se retrouve aujourd'hui complètement isolée. Litvinov, dans la maison déserte de Genève, reste seul avec lui-même, à déclamer sur la sécurité collective, l'arbitrage, le désarmement général. Les « fidèles » alliés de la veille auxquels Moscou avait sacrifié, des années durant, les intérêts du prolétariat mondial, sont prêts à se joindre à l'Allemagne et à l'Italie pour l'assailir.

Comment l'URSS pourra-t-elle empêcher la réalisation du pacte à quatre et briser le cercle d'airain qui se resserre sans cesse autour d'elle maintenant qu'elle a, dans tous les pays du monde, enchaîné les ouvriers à leur bourgeoisie ? Quelle va être l'orientation de sa politique extérieure ?

Comme pendant toute la crise de septembre, la diplomatie et la presse soviétiques sont restés muets sur tous les problèmes extérieurs. Le Kremlin attend que se prononcent les « amis » français et anglais. En ce qui concerne la France, le discours de Daladier à Marseille ne fait aucune allusion à l'alliance franco-soviétique. Mais ce silence prend tout son sens à la lumière du rapport de Berthod sur la politique extérieure et les attaques contre les représentants de Staline en France. La rupture est définitive. Les adjurations d'Herriot, les lamentations de quelques honorables parlementaires anglais et français n'y changeront rien.

Mais déjà, Moscou lance des ballons

cadavre en putréfaction, ajoutent de nouvelles trahisons, aux trahisons antérieures.

Sur les débris du Front Populaire, il faut bâtir le Front ouvrier et paysan.

Voici les travailleurs devant l'offensive de la réaction. Ils doivent dès maintenant, organiser la riposte, dans un front ouvrier et paysan.

Contre le fascisme, par l'organisation de l'auto-défense dans les usines et les quartiers, par « les milices ouvrières ».

Contre l'attaque patronale, par la lutte pour le retour aux 40 heures, par l'organisation des Comités d'usines, par la lutte pour le rajustement des salaires, des traitements, par la lutte contre les sanctions.

Contre l'attaque gouvernementale par la lutte contre les décrets-lois Daladier, pour imposer les réformes sociales au détriment des milliards du budget de guerre. Camarades du PSOP, de l'U.A., du PC, du PS, de la CGT, à l'action pour ce front unique !

Le POI sera à vos côtés dans cette lutte contre la réaction qui se place sous le signe de « l'anticommunisme », car la section française de la Quatrième Internationale se tient sous le drapeau du Communisme véritable.

Le fascisme et la réaction préparent un Six Février.

Pichot et Cie se démentent tant et plus au nom des « anciens combattants » ; ils offrent le « salut public » à Daladier, l'homme des accords de Munich.

Toute la grande presse a accordé un grand retentissement à l'interview de Pichot. La Liberté, le Petit Journal, le

L'U.R.S.S. va-t-elle un rapprochement avec

d'essai.

A quelques jours d'intervalle, deux « éminents spécialistes des questions russes » (entendez les avocats des mauvaises causes, ceux qui ont pour tâche de justifier les exécutions de « trotskistes ») rapportent des bruits qui circulent, à Moscou, sur la nouvelle orientation de la politique extérieure.

Le 11 octobre, Walter Duranty connu comme un ami du Kremlin, écrivait dans le *New-York Times* : « Maintenant reste une possibilité — je ne dis pas une probabilité — qui trouble les nuits des dirigeants actuels en France et en Angleterre. Il s'agit d'un rapprochement russo-allemand ; c'est-à-dire la coopération au lieu de la guerre ».

A quoi fait écho un « correspondant occasionnel du Temps » à Moscou : « Le bruit court, à Moscou, qu'une vaste campagne antifrançaise serait en préparation. Les raisons en seraient les suivantes : d'une part, les chefs bolcheviks qui comptaient sur la guerre pour abattre le fascisme et instaurer le communisme en Allemagne, désabusés par l'accord de Munich, songeraient à prévenir le danger croissant d'une agression hitlérienne contre la Russie, en essayant de s'entendre avec l'Allemagne. D'autre part, la dislocation du Front populaire dans notre pays diminue sérieusement l'influence des communistes et, par conséquent, celle des Soviets en France, facilitant ainsi un éventuel rapprochement franco-allemand, sur la base du Pacte à Quatre, dont la seule évocation est un véritable cauchemar pour les chefs bolcheviks ».

Ensuite, Duranty montre que la fureur dont Hitler est animée contre

Reynaud, fourriers du fascisme !

La lutte des places

Trois séries de résolutions :
une orientation politique

Jour, le *Petit Parisien*, préconisent la mise au pas des travailleurs dans une Economie de guerre, par un gouvernement dit de « Salut public ». Kérillis, l'ami des staliniens, prône la présidence d'un général. Hervé ressort « Pétaï », etc. Les bandes de Maurras s'apprêtent à nouveau à jouer de la canne sur les boulevardiers.

Dans ces conditions, les travailleurs doivent se mobiliser contre le fascisme et le nouveau 6 février.

Milices ouvrières ! Comités de vigilance ! Comme en 1934, tels sont les mots d'ordres qu'impose la situation

Faute des décrets-lois, reportés et accommodés cette fois-ci à la sauce Reynaud, voyons les menaces :

Daladier a annoncé « le droit de grève équilibré par le droit au travail et l'application du scrutin secret ». Mais les protagonistes du statut du Travail, Jouhaux, Croizat et autres, lui ont ainsi donné l'arme pour briser la grève, ainsi que nous l'avions prévu. D'autant plus faut-il se mobiliser pour le respect du droit de grève. Daladier a annoncé « la législation d'arbitrage et de surarbitrage renforcé » et « effectivement respectée », c'est-à-dire l'organisation par la force policière de l'étouffement de la grève et de la dictature patronale. Daladier a insulté les délégués, « ces repris de justice ». Daladier a annoncé la « protection » (sic) des travailleurs français contre les agitateurs étrangers, l'épuration des délégués d'usine ». On annonce l'expulsion de milliers de travailleurs immigrés antifascistes ; demain ce sera l'emprisonnement des délégués d'usines qui feront leur devoir prolétarien.

Tel est le danger que doit conjurer par son action, le Front ouvrier de classe.

DANS L'AVIATION

Les capitulations conduiront-elles aux 48 heures ?

Des délégués sans mandats ont, dans une réunion du 23 octobre, accepté les 45 heures dans l'aviation.

Cette décision fut obtenue sous la pression des bureaucrates syndicaux qui tremblent à l'idée que Daladier est capable de mettre ses menaces à exécution dans le cas où ils résisteraient. Les emprisonnements de responsables syndicaux ont commencé avec la grève du bâtiment de Lyon, n'est-ce que le début ?

En tout cas, les Croizat, Costes et Doury ont enlevé le vote. Dès le lundi 24 octobre, les directions commencent (ou plutôt continuent) à faire appliquer les 45 heures en 5 fois 9 heures. Des notes sont affichées qui préviennent les ouvriers que le renvoi sanctionnera toute résistance. Trahis par leur direction syndicale, les salariés de l'aviation se soumettent, n'ayant même plus la possibilité de soutenir leurs camarades sanctionnés chez Messier, Caudron, Lioré, Hispano.

L'attitude de la direction Hispano est à faire connaître largement. Sert-elle d'avant-garde réactionnaire ?

Après avoir mis à pied pendant deux jours 900 ouvriers et leur avoir infligé 200 francs d'amende (le Front Populaire n'a donc pas aboli la loi du 5 février 1932 sur les amendes ?) elle fait savoir à ces mêmes ouvriers travaillant en équipe qu'elle est autorisée à faire travailler 48 heures jusqu'en décembre 1938.

Les secrétaires du Parti « Communiste » font un chantage sur le gouvernement et les patrons en leur annonçant un tournant gauche si l'URSS

est isolée (discours de Thorez à Thiais le 30 octobre). Ce tournant est rendu impossible par le mécontentement qui règne dans les entreprises, mécontentement mis à profit par les patrons pour développer leurs amicales maisons. Déjà dans le milieu plus perméable des techniciens et employés les amicales s'installent et au renouvellement des délégués, des cégétistes sont remplacés par des jaunes.

Le retour aux 40 heures est possible dans une offensive générale de tous les ouvriers de l'aviation épaulés par ceux de la métallurgie directement menacés. Une telle offensive n'est possible qu'en balayant les directions capitulaires et en les remplaçant par des militants prêts à la lutte.

En terminant, notons la manœuvre qui s'annonce dans la C.G.T. Les dirigeants de la section fédérale des techniciens de l'aviation groupés dans la Fédération des Métaux parlent de la nécessité d'une Fédération de l'Air. Cette idée a un certain écho parmi les ouvriers mécontents. Nous y reviendrons. L. B.

Leçons des Elections

Les résultats des élections législatives du 31 octobre sont pleins d'enseignements. Voyons d'abord les chiffres.

Dans le 9^e le P.S.F. fasciste Vallin obtient 2.397 voix. Le stalinien 1.288 (au lieu de 1885 en 1936). Le S.F.I.O., 937 (au lieu de 651). Le P.S.O.P. récolte 125 voix, avec un candidat connu dans le quartier depuis 20 ans comme le spécifient ses circulaires. Il n'y a que 8.636 votants sur 11.273 inscrits.

Dans la Saône et Loire, Paul Faure obtient 6.666 voix (au lieu de 6.477 en 1936 à Laville). Le stalinien recueille 1.680 voix (au lieu de 2.709 en 1936). Le P.S.F. en obtient 2.088. Il y a 15.738 votants sur 19.356 inscrits.

Les conclusions se tirent d'elle-même :

1° Près de 25 p. 100 d'abstentions, qui marquent le dégoût d'une grande partie de la population envers le Parlement.

2° Le Parti communiste perd un grand nombre de voix : 500 voix dans le 9^e, et 1.000 voix en Saône-et-Loire : les masses se détachent du stalinisme.

3° Le P.S.F. grandit.

4° Le Parti socialiste maintient ses positions, et les améliore même, à cause de sa conduite apparemment pacifiste en septembre. Nationaliste pour nationaliste, les électeurs préfèrent le P.S.F. au P.C. Réformiste pour réformiste, ils préfèrent le P.S. au P.C.

Ces élections révèlent une situation grave.

La décomposition du Front Populaire au profit de la bourgeoisie de droite encourage le fascisme.

Il est temps pour les organisations ouvrières de renverser la vapeur. Le P.O.I. a prêté cette évolution redoutable. Aujourd'hui, il appelle à la formation d'un front unique de défense sur un programme de classe. Il n'y a pas d'autre voie pour recommencer le redressement nécessaire, pour redonner espoir aux travailleurs déçus.

Dire la vérité sur cette situation, dénoncer jusqu'au bout les trahisons, agir pour réunir l'avant-garde et faire triompher le programme de lutte des exploités, c'est notre politique.

Les camarades du P.S.O.P., en particulier, peuvent tirer des leçons. Leurs dirigeants, qui affichent du mépris pour les petites organisations, au nom

Peut-elle tenter avec l'Allemagne ?

le judéo-marxisme ne pèserait pas lourd devant les risques d'une opération militaire dans la vaste Russie et puis : « On peut admettre que M. Hitler préfère le charbon et le fer d'Alsace-Lorraine aux richesses lointaines du Bassin du Donetz. Il n'y a donc aucune raison de croire que la Russie refuse de s'entendre avec l'Allemagne ». En effet, les divergences « idéologiques » n'embarrassent guère staline et sa clique. Il suffit de se souvenir comment, en avril 1933, quelques mois après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, au moment même où les communistes allemands étaient odieusement traqués, Staline renouvela le traité de commerce russo-allemand parvenu à expiration et contribua ainsi à la stabilisation économique du régime nazi.

Il est certain qu'aujourd'hui, Hitler ne se contentera pas de l'autorisation de Staline d'agir à l'ouest. Il exigera et probablement, obtiendra à bon marché, des avantages plus substantiels : l'abrogation du monopole du commerce extérieur qui lui ouvrira l'immense marché russe avec ses 180 millions de consommateurs. Ce qui pourrait constituer l'acte final de la liquidation de la Révolution d'octobre.

Mais, comment préparer les « amis » à un tel tournant ? Duranty s'exprime là-dessus en termes juridiques : « Cette nouvelle orientation entraînera probablement une recrudescence des sentiments xénophobes et l'accentuation de la campagne brutale contre ceux qui n'acceptent pas la voix du Kremlin comme la voix de Dieu ». A quoi le *Temps* apporte les précisions suivantes :

« Une campagne dirigée contre les groupes français partisans de cette solution répondrait à un double but :

d'une part, elle servirait de prétexte à une ultime tentative de regroupement des éléments dispersés du front commun antifasciste ; d'autre part, elle ouvrirait des possibilités de négociation avec l'Allemagne.

Mais comme une simple campagne de presse serait impuissante à produire l'effet désiré, on pense à des moyens jugés plus efficaces, notamment à un nouveau procès à grand spectacle auquel seraient mêlés des trotskistes français, soi-disant agents de l'Allemagne.

Les réactions de la France devant ce procès décideraient de l'orientation éventuelle de la politique stalinienne. Au cas d'un relâchement des relations franco-soviétiques, les Soviétiques profiteraient de la « trahison » française pour faire des avances à l'Allemagne. Ces ouvertures s'appuieraient sur des offres de collaboration économique de grande envergure ».

Les deux textes s'accordent parfaitement et se complètent d'une manière frappante. L'air américain et l'air français révèlent une même source d'inspiration.

On ne manquera pas de remarquer, dans l'article du *Temps*, une volonté d'effrayer les anciens amis en France. Mais il est maintenant évident que la bourgeoisie française restera insensible à ce chantage.

Ainsi, l'Union Soviétique est entraînée chaque jour plus avant dans l'abîme, sur le plan intérieur comme sur le plan extérieur, par la logique infernale de sa politique contre-révolutionnaire. La bureaucratie stalinienne creuse sa propre tombe à un rythme sans cesse accéléré. Comme écrivait Léon Trotsky annonçant dès le 25 septembre le rapprochement probable entre Staline et Hitler : « Cet accord sera obtenu au prix de nouveaux reculs et de nouvelles capitulations qui, à leur tour, hâteront l'effondrement de l'oligarchie stalinienne ».

G. GIRAL.

Le *Peuple*, quotidien officiel de la C.G.T., a publié, le jeudi 27 octobre, trois séries de résolutions soumises à la discussion des syndicats avant le Congrès confédéral de Nantes.

Trois résolutions intitulées « contre la guerre », trois résolutions sur « l'indépendance syndicale » et une résolution « Défense des lois sociales, réorganisation économique et réformes de structure ».

Quelles sont les « tendances » en présence ?

1°) Les « Amis de Syndicats » avec chef de file René Belin, du Bureau Confédéral ;

2°) La « Vie Ouvrière » stalinienne avec Benoit Frachon comme chef d'orchestre pour l'exécution du chef-d'œuvre staliniste ;

3°) Léon Jouhaux, ses préfets confédéraux comme Vivier Merle (Lyon) et les appointés dirigeants de la Fédération des Fonctionnaires.

Résolutions « contre la guerre »

1°) « Amis de Syndicats ».

Résolution du pacifisme officiel et semi-gouvernemental :

a) pour l'emploi exclusif, dans les rapports internationaux (entre impérialismes, naturellement !), de méthodes de négociations et d'arbitrage ;

b) dans le cas d'une nouvelle tension internationale, la C.G.T. devrait s'attacher, par tous les moyens en son pouvoir, à assurer le maintien de la paix entre les Etats susceptibles de recourir à la guerre.

Couplet briandiste : agir sur les gouvernements en vue d'aboutir le plus rapidement possible au désarmement général.

Cette résolution est aussi appelée résolution Delmas ; elle est l'expression de l'activité des syndicats nationaux des instituteurs et des agents des P. T. T. pendant la mobilisation de fin septembre : visites aux ministres bourgeois, entretiens pressants et émouvants avec eux, appréhension, à chaque instant redoublée, au moindre bruit diplomatique nouveau ; enfin pétition pour faire pression sur le gouvernement ; « Paix de Munich », victoire de la paix sur la guerre...

Immédiatement, 2 milliards 360 millions accordés à Daladier pour renforcer la défense nationale. Réarmement de plus en plus intensif partout. Réaction bourgeoise intérieure accrue.

Delmas, Giroux, n'ont pas demandé ça. Alors, clamons que nous voulons le désarmement général, la chimère Briandiste, blumiste.

Ah ! ce régime capitaliste n'est vraiment pas docile ; pourtant on ne veut pas le supprimer ; on ne lui veut que du bien : le sauver et nous avec lui.

C'est la politique des « Amis de Syndicats ». Le capitalisme pourrissant entraîne le monde dans une nouvelle guerre impérialiste aux conséquences destructrices en destruction de vies humaines. Ce régime de production est de plus en plus une entrave au développement de l'humanité et risque de la rejeter loin en arrière.

Mais Delmas, Giroux pensent assurer la paix sans révolution prolétarienne. Pour éviter celle-ci qui les effraie ou qu'ils jugent impossible, ils se raccrochent désespérément à toutes les utopies pacifistes qui permettent à l'impérialisme français de contenir le mouvement de masse hostile à la guerre sans céder à ses revendications de classes et tout en préparant mieux sa guerre dans laquelle il nous précipitera à nouveau.

(Lire la suite page 4)

des « masses », recueillent 125 voix. Et cependant, la campagne de leur candidat était modérée et courtoise au possible, sous le signe du « désarmement simultané et contrôlé ».

Une fois de plus, nous invitons les camarades du P.S.O.P. à examiner cette situation en face, à engager avec le P.O.I. l'unité d'action et les discussions nécessaires, seule préface à l'unité révolutionnaire future.

La Lutte des Places

(Suite de la page 3)

La politique des « Amis de Syndicats » sert à quelque chose pour la politique de l'impérialisme français, elle et son expression « ouvrière ».

2° « La Vie Ouvrière » ou résolution des Cuir et Peaux

Résolution du réformisme stalinien. Couplet sur « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ». Affirmation « que la défense de la paix est indiscutablement liée à la défense de la liberté ». Des généralités qui apparaissent bonnes en soi. Mais la pratique : division des Etats capitalistes en belliqueux et en partisans de la paix. D'où, en France, soutien de la défense nationale et lutte contre le plan de guerre du fascisme hitlérien. La résolution stalinienne des Cuir et Peaux se prononce également pour le désarmement général et simultané, comme « les Amis de Syndicats ».

Autre mot d'ordre : « Conférence internationale où tous les pays seront représentés ». C'est du Wilsonisme mode stalinienne. Ce mot d'ordre est repris en cœur par toutes les tendances officielles de l'appareil confédéral. Il s'agit de préconiser une S.D.N. rénovée. Nouvelle duperie pour les peuples exploités qui servira la politique « pacifique » de l'impérialisme français.

3° Les préfets confédéraux « Jouhaussistes ».

Cette résolution « contre la guerre » tente de faire un compromis entre « Amis de Syndicats » et « Vie Ouvrière ». Elle préconise « la construction d'une Europe affranchie de toute hégémonie de quelque nature qu'elle soit (militaire, idéologique, politique ou économique) et formée d'Etats égaux en droits comme en devoirs vis-à-vis de la communauté humaine ». Du Wilsonisme économique. Des phrases pour couvrir les menées impérialistes à travers le monde du capitalisme français.

A cela le prolétariat révolutionnaire oppose le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe dont la réalisation comme par la lutte contre nos propres exploités et pour la révolution socialiste en France.

Résolution qui peut rallier les réformistes traditionnels. Elle dessine les contours de la « synthèse » confédérale. Accord sur le fond dans la politique intérieure vis-à-vis du capitalisme français, pour des raisons différentes. Boitel.

EN GRECE

Nicos Panayiotidis

A son tour, notre camarade Nicos Panayiotidis, membre du Comité Central de l'ancienne Ligue Communiste Internationaliste, vient de mourir dans la forteresse d'Acronauplie, où il était enfermé depuis l'été 1937.

Militant ouvrier, d'une éducation politique élevée, d'une intelligence et d'une énergie exemplaire, il entra très jeune dans le mouvement. Leader syndicaliste (il était ouvrier cordonnier) il dirigea plusieurs luttes grévistes au Pirée et jouissait d'une grande estime parmi les ouvriers cordonniers de cette ville. Plusieurs fois condamné à la prison, il montra toujours un courage inébranlable.

Poursuivi par le gouvernement Métaxas, il continuait illégalement son travail, rendant des services inappréciables à l'organisation. Arrêté en 1937, il fut sauvagement torturé, puis envoyé au bagne d'Acronauplie. Dans sa dernière lettre envoyée de là-bas, il disait : « Nous savons que nous allons tous mourir. Mais notre mort ne sera pas vaine. Nos cadavres deviendront des étendards pour le prolétariat. Signer des déclarations de capitulation pour sortir de prison ? Et à quoi nous servirait alors une vie déshonorée ? Si on ne peut être libre pour travailler pour la révolution, mieux vaut mourir dans un camp de concentration ».

La Quatrième Internationale s'incline devant cette nouvelle victime de l'oppression capitaliste.

Défense de « l'Indépendance Nationale » de la Tchécoslovaquie ?

par Léon TROTSKY

Lors de la semaine critique de septembre des voix se sont élevées, à ce que l'on nous rapporte, même sur l'aile gauche du socialisme, pour soutenir qu'en cas de « combat singulier » entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne le prolétariat aurait dû, fût-ce au prix d'une alliance avec Benès, aider la Tchécoslovaquie à sauver son « indépendance nationale ». Ce cas hypothétique ne s'est pas réalisé : les héros de l'indépendance tchécoslovaque, comme il fallait s'y attendre, ont capitulé sans combat. Il est cependant impossible, dans l'intérêt de l'avenir, de ne pas noter ici la très grossière et très dangereuse erreur des théoriciens intempêtes de l'« indépendance nationale ».

Même si l'on laisse de côté ses liaisons internationales, la Tchécoslovaquie représente un Etat absolument impérialiste. Economiquement, il y règne le capital monopolisateur. Politiquement, la bourgeoisie tchèque domine (bientôt il faudra peut-être dire : dominait) diverses nationalités opprimées. La guerre, même de la part de la Tchécoslovaquie isolée, eût été menée ainsi non pas pour l'indépendance nationale, mais pour le maintien et, si possible, l'élargissement des frontières de l'exploitation impérialiste.

La guerre entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne, même si d'autres Etats impérialistes ne s'y étaient pas immiscés, ne pouvait absolument pas être considérée hors de la texture des relations impérialistes européennes et mondiales, dont cette guerre eût surgi comme un épisode. Un mois ou deux plus tard, la guerre tchéco-allemande — si la bourgeoisie tchèque avait voulu et pu se battre — eût provoqué l'intervention quasi-inévitable des autres Etats. C'est pourquoi ce serait pour les marxistes une erreur de définir leur position sur la base de groupements diplomatiques et militaires conjoncturels, et non sur la base du caractère général des forces sociales qui se trouvent derrière cette guerre.

Des centaines de fois nous avons répété l'irremplaçable et inappréciable thèse de Clauzewitz : la guerre est la continuation de la politique, mais par d'autres moyens. Pour définir dans chaque cas concret le caractère historique et social de la guerre, il faut se guider non pas sur des impressions et des conjonctures, mais sur l'analyse scientifique de la politique qui précède la guerre et la conditionnait. Cette politique, dès le premier jour de la formation d'une Tchécoslovaquie faite de morceaux divers, avait un caractère impérialiste.

On peut objecter qu'après la séparation des sudètes, des hongrois, des polonais et, peut-être des slovaques, Hitler ne se générait pas pour réduire en esclavage les Tchèques eux-mêmes et que dans ce cas leur lutte pour l'indépendance nationale aurait tous les droits au soutien du prolétariat. Une telle façon de poser la question n'est autre qu'un sophisme social-patriote. Quelles seront les phases ultérieures du développement des antagonismes impérialistes, nous ne le savons pas. L'écrasement complet de la Tchécoslovaquie est, assurément, tout à fait possible. Mais il est possible aussi qu'avant que cet écrasement puisse s'accomplir, éclate la guerre européenne, dans laquelle la Tchécoslovaquie se trouvera du côté des vainqueurs et prendra part à un nouveau démembrement de l'Allemagne. Peut-être le rôle du parti révolutionnaire est-il celui d'une infirmière au chevet des gangsters « estropiés » de l'impérialisme ?

Il est absolument évident que le prolétariat doit édifier sa politique en partant de la guerre donnée, telle qu'elle est, c'est-à-dire telle qu'elle est conditionnée par la marche antérieure du développement, et non en partant

de conjectures hypothétiques sur l'issue stratégique possible de la guerre. Avec de pareilles conjectures chacun choisira inévitablement la variante qui répond le mieux à ses propres désirs, à ses sympathies et antipathies nationales. Il est clair qu'une telle politique n'a pas un caractère marxiste, mais subjectif, non pas internationaliste, mais chauviniste.

La guerre impérialiste, quel que soit l'endroit où elle ait commencé, sera faite non pour quelque « indépendance nationale », mais en vue du repartage du monde selon les intérêts des diverses cliques du capital financier. Cela n'exclut pas qu'en passant la guerre impérialiste puisse améliorer ou empirer la situation de telle ou telle nation ; il serait plus exact de dire, d'une nation au détriment d'une autre. Ainsi, le traité de Versailles morcela l'Allemagne. Une nouvelle paix peut morceler la France. Les social-patriotes invoquent précisément un possible danger « national » dans l'avenir pour soutenir « leurs » bandits impérialistes dans le présent. La Tchécoslovaquie ne constitue pas dans la moindre mesure une exception à cette règle.

Au fond, tous les arguments conjoncturels de cette sorte et les craintes de calamités nationales futures, pour prêter le soutien de telle ou telle bourgeoisie impérialiste, procèdent du renoncement tacite à la perspective révolutionnaire et à la politique révolutionnaire. Bien entendu, si la nouvelle guerre se termine par la seule victoire de tel ou tel camp impérialiste ; si la guerre ne provoque ni insurrection révolutionnaire, ni victoire du prolétariat ; si une nouvelle paix impérialiste, plus terrible que celle de Versailles, charge les peuples de nouvelles tout cela tacitement et passivement — non seulement la Tchécoslovaquie et chaînes pour des dizaines d'années ; si la malheureuse humanité supporte la Belgique, mais aussi la France peuvent être rejetées au rang de nations opprimées (on peut faire aussi la même hypothèse quant à l'Allemagne). En ce cas-là l'effroyable désagrégation future du capitalisme devra rejeter tous les peuples en arrière pour de nombreuses dizaines d'années. Assurément, si se réalisait cette perspective de passivité, de capitulation, de défaite et de déclin, les masses opprimées et des peuples entiers seraient contraints de gravir à nouveau, en payant de leur sueur et de leur sang, en se traînant à genoux, le chemin historique déjà parcouru auparavant.

Une telle perspective est-elle exclue ? Si le prolétariat tolère sans fin la direction des social-impérialistes et des com-chauvins ; si la Quatrième Internationale ne sait pas trouver la voie des masses ; si les horreurs de la guerre ne poussent pas les ouvriers et les soldats dans la voie de la révolte ; si les peuples coloniaux donnent docilement leur sang pour les intérêts des esclavagistes — dans ces conditions le niveau de la civilisation s'abaisserait inévitablement et une régression et un déclin général peuvent poser de nouveau à l'ordre du jour des guerres nationales en Europe. Mais c'est alors que nous, ou plus exactement nos fils, devons définir notre politique à l'égard des guerres futures sur la base de l'analyse de la nouvelle situation. Aujourd'hui, nous partons non pas d'une perspective de déclin, mais de révolution ; nous sommes défaitistes au compte de l'impérialisme, mais non à celui du prolétariat. La question du sort des Tchèques des Belges, des Français et des Allemands, en tant que nations, nous ne la relient pas à des déplacements conjoncturels des fronts militaires lors d'une nouvelle mêlée des impérialistes, mais à l'insurrection du prolétariat et à sa victoire sur tous les impérialistes.

L'UNITÉ REVOLUTIONNAIRE

Dans notre prochain numéro, nous commenterons la réponse faite par la C.A.P. du PSOP à nos propositions d'unité. La fin de non-recevoir qui nous est opposée souligne évidemment l'opposition du PSOP à la politique révolutionnaire. Elle n'empêchera cependant sûrement pas les militants de discuter le problème tel qu'il reste posé. Organisons pour cela des assemblées communes ! Organisons l'unité d'action !

PROCÈS DU P.O.U.M.

La place nous manque pour parler du verdict du Procès du POUM. Nous le ferons dans notre prochain numéro.

Gorkin, Andrade, Bonetsont condamnés à 15 ans de « séparation de la communauté sociale », Arquer à 11 ans. Rebull et Escuder sont acquittés. Le jugement repousse expressément l'accusation d'espionnage et les faux fabriqués par la Guépéou. Le POUM est dissous.

Ainsi, le jugement de Barcelone est un verdict de classe. La bourgeoisie espagnole se défend. Elle dissout un parti ouvrier révolutionnaire et emprisonne ses militants.

Mais les provocateurs du Kremlin sont désavoués. La Guépéou subit un échec grave. Il est prouvé qu'hors de Russie, ses mensonges et ses provocations éclatent à tous les yeux. Les journaux russes n'ont pas osé annoncer le verdict à leurs lecteurs.

Voilà ce qu'il faut maintenant expliquer à chaque ouvrier. Et lutter pour la libération des emprisonnés, ainsi que de Munis, Carlini et leurs camarades !

Le Congrès des Techniciens de la Métallurgie Parisienne

L'article passé la semaine dernière contenait des erreurs, nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

1) Le Congrès se tient non pas les 3 et 4 novembre, mais les 12 et 13 novembre, Salle Adyar, 4, square Rapp ; 2) Deux rapports d'orientation sont présentés à ce congrès dont l'un celui de la majorité du Conseil Syndical a été voté à la fois par la tendance « Amis des Syndicats » et par les « syndicalistes purs ».

Ajoutons que ces derniers ne sont pas solidarisés avec l'action du Centre Syndical d'Action contre la guerre. S'ils exprimèrent leur accord avec le tract « A bas la guerre impérialiste », ils se sont opposés violemment à tout front unique circonstanciel. Ils se réduisent ainsi à l'impuissance et cette attitude fut utilisée par les « Amis des Syndicats » qui veulent bien voter n'importe quel rapport d'orientation à condition de ne pas l'appliquer. On a pu voir ainsi des camarades tels que Bécat (secrétaire de la Fédération), Chassagne, Dufour (secrétaires du syndicat) voter des textes intérieurs d'intention révolutionnaire, mais publiquement signer la pétition gouvernementale mise en circulation par les syndicats des instituteurs et des agents des PTT.

Plus tard, le samedi 8 octobre, ces mêmes gens étaient parmi les personnalités figurant au fameux banquet des « syndicalistes amis de la paix », allant d'Emile Roche à Belin en passant par Jean Piot, Déat et Frossard.

Pour mieux dire, nous regardons en avant, et non en arrière.

Léon TROTSKY.

Le 13 octobre 1938.

Note du traducteur. — Cet article est extrait d'une longue étude du camarade Trotsky sur la question tchécoslovaque, mais vu le caractère brûlant du sujet il est publié immédiatement.

Le Gérant : LORET

Imp. Spéciale, 45, Passage Dubail, Paris